

Initiatives ministérielles

aurait pas de système national de services de garde d'enfants.

Ce n'était qu'un autre exemple d'imposture dont les Canadiens ont fait les frais. Ils ont été trompés et dupés par un gouvernement qui n'a jamais eu l'intention d'aller de l'avant avec ce programme. Le gouvernement a tout simplement trouvé bon d'en parler durant la campagne électorale, puis il a complètement abandonné l'idée une fois au pouvoir.

Voilà à quoi se résume ce projet de loi. Il n'a rien de substantiel. Il ne fait absolument rien pour réduire la dette nationale. Il ne fait rien pour garantir que l'argent des contribuables sera utilisé à bon escient, car le gouvernement peut accroître ses dépenses dans n'importe quel domaine et invoquer une augmentation du déficit.

Quelle que soit la part des recettes tirées de la TPS que le gouvernement va verser dans ce fonds spécial, cela ne change rien à l'affaire. Si la dette s'alourdit de plus en plus, le montant versé importe peu. C'est insuffisant. Ce sera insuffisant. Si le gouvernement augmentait du double la TPS, cela n'équivaudrait pas aux versements d'intérêt qu'il faut faire pour amortir cette dette. Ce n'est pas la solution. Il s'agit purement et simplement d'une position adoptée pour les fins d'une campagne électorale que les Canadiens réclament à grands cris.

M. Alex Kindy (Calgary-Nord-Est): Monsieur le Président, je trouve que ce projet de loi est une vraie farce parce que, quand on parle de réduction de la dette, il faut que la dette diminue. La dette s'élève, à l'heure actuelle, à quelque 420 milliards de dollars et le déficit de cette année, à plus de 30 milliards de dollars.

Que fait donc ce projet de loi, comme vient de le dire le député? Il ne sert qu'à ouvrir un autre compte pour faire des paiements. Au lieu d'avoir un seul compte, nous en aurons deux, ce qui va donner du travail à d'autres vérificateurs, à d'autres comptables et à d'autres fonctionnaires.

Le principal problème de ce gouvernement tient au fait qu'il ne s'est jamais attaqué au problème de la dette depuis 1984. Jusqu'en 1980, la dette nette du Canada était minime. Elle s'est mise à augmenter après les élections de 1981. Avant cela, elle était maîtrisable.

Depuis 1984, les créanciers d'un tiers de la dette sont des étrangers. C'est là une autre tragédie. Auparavant, les créanciers étaient des Canadiens, pas des étrangers. Nous devons suivre les diktats du Fonds monétaire inter-

national et de la Banque mondiale. Nous ne sommes mêmes plus maîtres chez nous.

Ce projet de loi, à mon avis, est un stratagème dont les conservateurs se servent pour gagner les prochaines élections. C'est ce qu'ils espèrent, mais je ne pense pas qu'ils vont les gagner. Les Canadiens ne vont pas se faire prendre une autre fois. Ils ne vont pas être dupes. Au contraire, ils sauront que ce projet de loi ne va qu'entraîner des recettes supplémentaires et d'autres dépenses.

Au moment de l'entrée en vigueur de la TPS, on a estimé qu'il en coûterait environ quatre milliards de dollars aux petites entreprises pour se conformer aux exigences liées à la TPS. C'est à cause de la TPS que nous traversons actuellement une récession.

Je me souviens que le ministre des Finances a dit, il y a quelques mois à peine, qu'il n'y avait pas de récession, que tout allait bien que nous faisons des progrès. La réalité, c'est que, dans certaines régions du pays, le taux de chômage s'élève à 20 ou à 30 p. 100. L'industrie ne progresse pas au Canada, elle se déplace vers les États-Unis.

• (1600)

Selon une étude réalisée à Montréal et rendue publique récemment, le Canada perd un millier d'emplois par semaine. C'est incroyable, nous perdons des industries qui vont s'implanter aux États-Unis et ailleurs dans le monde.

Ainsi, au lieu de s'attaquer au problème de la désindustrialisation, de créer des emplois et d'ouvrir de nouvelles perspectives d'emplois pour les jeunes, le gouvernement propose un projet de loi intitulé

Loi concernant la comptabilisation de certains paiements en vue du service de la dette et de la réduction de la dette du Canada.

C'est un projet de loi simple de quatre pages seulement qui va créer des emplois de comptables et de vérificateurs, mais qui ne réduira pas d'un sou la dette nationale.

Je crois que, au cours de la prochaine campagne électorale, les conservateurs parcourront le pays pour dire aux Canadiens que la TPS sert à réduire la dette nationale. Mais nous savons que le service de la dette nationale coûte 40 milliards de dollars. Combien rapporte la TPS? Cela dépend de l'activité économique, mais disons qu'elle rapporte en moyenne quelque 15 milliards de dollars, soit un peu plus du tiers de cette somme. Les recettes de la TPS iront simplement au service de la dette nationale. Il importe donc peu qu'elles soient versées dans le compte général ou dans un compte spécial.